

Une stratégie électorale bien huilée

CONSEIL FÉDÉRAL Pour les UDC romands, soutenir Albert Rösti, c'est préserver les chances de Céline Amaudruz. Au moment de l'élection au remplacement d'Ueli Maurer, ils pensent déjà à la succession de Guy Parmelin, cherchant à conserver ce siège latin

AÏNA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

Bien sûr, ils le trouvent sympathique. Et puis, il se débrouille bien en français. Enfin, ses positions agrariennes le rapprochent aussi de celles de beaucoup d'UDC de Suisse romande. Les députés latins du parti au parlement fédéral apparaissent ainsi alignés couverts en faveur de la candidature du Bernois Albert Rösti, 55 ans, paré de tant de qualités, qu'ils imaginent être élus au Conseil fédéral le 7 décembre prochain, en remplacement d'Ueli Maurer.

Ce choix ne se fait pourtant pas sans quelques arrière-pensées stratégiques. Devenir conseiller, ou conseillère, fédéral est un jeu de billard à trois bandes dans lequel une élection peut en cacher une autre. Autrement dit: en poussant Albert Rösti au gouvernement, les Romands pensent évidemment déjà à l'autre succession au sein du parti, celle de Guy Parmelin, 62 ans, élu en 2015. Comme la moyenne d'un passage à l'exécutif fédéral est de dix ans,

ce pourrait être pour bientôt. Au sein du parti, l'ambition de la conseillère nationale genevoise Céline Amaudruz, 43 ans, de lui succéder est un secret de polichinelle.

246 candidats potentiels

«Il s'agit d'anticiper le tandem UDC que l'on aura au Conseil fédéral à la suite de la démission de Guy Parmelin», rapporte ce ténor UDC. «Le Vaudois a clairement dit au parti qu'il se représenterait aux élections de 2023. Ce sera sa dernière législature mais il ne la finira pas forcément.»

L'ancien conseiller national fribourgeois Jean-François Rime, qui fut lui-même candidat à la charge suprême, le rappelle: «Au parlement, vous avez 246 candidats potentiels, car beaucoup rêvent du Conseil fédéral. Au moment du vote à bulletins secrets, chacun y va de son intérêt personnel. Dans le cas précis où l'on ne peut choisir qu'entre des candidats de valeur, c'est moins une question de personnalités



CÉLINE AMAUDRUZ
CONSEILLÈRE
NATIONALE
GENEVOISE

que de stratégie, pour bloquer la route à certains, par exemple.»

Certains, comme le conseiller national valaisan Jean-Luc Addor, entendent privilégier les questions de fond à de byzantines stratégies. «Albert Rösti aura cette fois-ci probablement le soutien d'une majorité de Romands. Les cantons périphériques comme le mien se sentent moins représentés par un Zurichois incarnant la Suisse urbaine que par un candidat bernois, proche de la campagne.» L'enjeu, prétend-il, est ailleurs: «L'UDC est un parti conservateur qui doit le rester, et je ne peux imaginer qu'il soit représenté au Conseil fédéral par un élu comme le Zurichois

Hans-Ueli Vogt aux positions si ouvertes sur les questions de société. Je me fiche qu'il soit homosexuel, mais je ne peux soutenir ses inclinaisons pour le mariage pour tous, et autres. J'imagine donc que le canton de Zurich devra, durant une courte période, accepter de n'être plus représenté au Conseil fédéral.»

Une voie royale?

Le problème, ce faisant, est précisément le fait que les Zurichois pourraient être tentés par la suite de réclamer leur revanche. Ce coup-ci, la Zurichoise Natalie Rickli, ancienne parlementaire devenue conseillère d'Etat dans son canton, en a fait les frais. Elle, à qui l'on imaginait une trajectoire directe vers le Conseil fédéral, s'est ainsi fait couper l'herbe sous le pied par le moment de l'annonce du départ d'Ueli Maurer. La démission de ce dernier s'est faite quelques mois avant les élections cantonales à Zurich: pour l'UDC locale qui doit y conserver ses forces, la démission de Natalie Rickli est impos-

sible. De là à penser qu'Ueli Maurer l'a fait exprès, pour pousser Albert Rösti...

Reste que le momentum apparaît dès lors favorable pour les Romands qui voudraient conserver aux Latins le siège de Guy Parmelin. Et là, une candidate semble cocher toutes les cases. «Parmi les prétendants

Selon Kevin Grangier, président de l'UDC Vaud, les Romands marchent cependant sur des œufs afin de préserver les chances de la Genevoise. «Pour ma part et dans l'hypothèse où l'Assemblée fédérale n'élisait pas Hans-Ueli Vogt le 7 décembre prochain, je redouterais un scénario qui verrait l'UDC zurichoise proposer une candidature à la succession de Guy Parmelin et ainsi mettre le siège UDC romand en danger. Pour éviter un tel cas de figure et ainsi conserver le siège gagné par Guy Parmelin pour l'UDC romande, je suis convaincu que nous devons nous unir derrière une candidature forte et crédible.»

Si le conseiller fédéral vaudois attend pour se retirer, et que sa démission se rapproche trop de celle d'Ignazio Cassis, les Zurichois seront alors tentés de réclamer le siège au profit de Natalie Rickli, et de laisser le siège PLR à un Romand. De nombreux Romands soutiendraient alors ce cas de figure, et c'en serait fini pour Céline Amaudruz. Du billard à trois bandes, on vous dit. ■

L'ambition de Céline Amaudruz, est un secret de polichinelle

romands, Céline Amaudruz sera la grande favorite. Ainsi, élire le 8 décembre de cette année un homme alémanique au profil paysan est le meilleur pendant possible à la future candidature de cette femme citadine genevoise, afin de garantir à notre parti un duo complémentaire au Conseil fédéral», reprend cet UDC.

Marina Carobbio, joker des socialistes tessinois

ÉLECTIONS CANTONALES La sénatrice a de bonnes chances d'entrer au Conseil d'Etat en 2023, remplaçant le socialiste sortant

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

Marina Carobbio et le jeune Yannick Demaria (21 ans). Ce sont les deux noms retenus à la mi-septembre par la direction et la commission électorale du Parti socialiste (PS) tessinois pour être présentés au congrès du parti le 13 novembre. Ils figureront sur la liste «rouge-verte» pour le Conseil d'Etat en vue des élections cantonales d'avril 2023. Car le conseiller d'Etat socialiste, Manuele Bertoli, a annoncé être certain «à 99%» de ne pas se représenter.

Siège socialiste perdu aux Etats?

Approchée par *Le Temps*, Marina Carobbio a déclaré qu'elle n'accordait pas d'entrevue pour l'instant. La sénatrice pourrait être la quatrième Tessinoise à siéger au Conseil d'Etat, après Marina Masoni (PLR, 1995-2007), Patrizia Pesenti (PS, 1999-2011) et Laura Sadis (PLR, 2007-2015). Politologue à l'Université de Lausanne, Andrea Pilotti estime que Marina Carobbio a «d'excellentes possibilités» d'être élue. «Elle a une longue expérience politique, elle a été présidente du Conseil national en 2019. Elle a réussi l'exploit, à la surprise générale, d'être élue au Conseil des Etats la même année; elle n'avait que quelques dizaines de votes de plus que Filippo Lombardi.»

Le PS manque de personnalités fortes, la décision de miser sur Carobbio est sensée, considère-t-il, relevant que le parti fête un siècle de présence au gouvernement cantonal cette année. «Si elle était élue, le PS risquerait toutefois de perdre son siège au Conseil des Etats. Il ne faut pas sous-estimer la détermination du PLR et du Centre à regagner leurs sièges perdus en 2019, en



MARINA CAROBBIO
CONSEILLÈRE
AUX ÉTATS

mettant d'éminentes personnalités en avant.»

Mais une autre femme, une outsider, la brillante économiste Amalia Mirante, 44 ans, professeure universitaire, soumettra sa candidature à la base en novembre, pour le siège au gouvernement cantonal. «Pour la première fois de son histoire, la direction du PS a créé des «catégories» pour sélectionner les candidats qu'elle présentera au congrès», déplore-t-elle. Une pour les «candidatures d'expérience» et l'autre pour le «renouvellement». De telle sorte qu'une part des membres du parti, les «expérimentés», comme elle, sont d'emblée exclus comme candidats potentiels, au profit de Marina Carobbio, regrette-t-elle, soulignant le caractère peu démocratique de la manœuvre.

Aile sociale-démocrate en embuscade

«Les deux noms retenus pour le congrès en vue des élections incarnent une vision clairement à gauche du parti. L'aile sociale-démocrate n'est pas représentée», fait valoir Amalia Mirante, constatant par ailleurs la domination des grandes familles dans la politique tessinoise.

Le père de Marina Carobbio a siégé au Conseil national de 1975 à 1999, rappelle-t-elle, et sa belle-fille, Laura Riget, codirige le PS – et a donc pris part à la décision de la nouvelle modalité de sélection des candidats. «Je n'ai rien contre les familles où on se transmet la passion pour la politique. Seulement, c'est étrange qu'elles seules dirigent.» Il y a une omerta, en

peur d'aborder ce sujet sensible, observe-t-elle, indiquant que les réactions à ses critiques ont été «essentiellement de soutien, l'encourageant à aller de l'avant.»

Ce qu'elle apporterait comme conseillère d'Etat? «Une alternative. Je viens d'une réalité professionnelle qui ne dépend pas de la politique, j'ai une vision différente», affirme Amalia Mirante. Si un seul courant, une seule vision socialiste est promue dans le canton, cela pourrait entraîner la perte de sièges socialistes au Grand Conseil, estime-t-elle, et nuire au parti lors des élections fédérales de 2023 et communales en 2024.

Une chance pour l'outsider Amalia Mirante?

Amalia Mirante a-t-elle une chance d'être élue au gouvernement tessinois? Tout est ouvert; elle ne partirait pas battue d'avance, elle pourrait créer la surprise, soutient Andrea Pilotti. «Elle s'est déjà portée candidate au Conseil d'Etat en 2015 et 2019. En 2019, après Bertoli, élu, elle a reçu le plus de votes, et par rapport à 2015 elle a bien progressé, générant un consensus fort.» Ex-membre de l'exécutif à Torricella-Taverne, elle est une économiste appréciée, très médiatisée, son profil diffère de celui de Marina Carobbio, poursuit-il. «Entre autres, elle a des positions par rapport à la forte présence des travailleurs frontaliers qui ne déplaisent pas à la Lega.»

A propos du choix «peu démocratique» des candidats socialistes pour les élections à venir, cela vaut pour plusieurs partis, souligne la politologue. «A la Lega, par exemple, pendant des décennies, les «colonels» les ont sélectionnés sans consulter la base.» Quant à la politique contrôlée par les grandes familles, le Tessin n'est pas le seul canton concerné. «Remettre en question cet état de fait est tout à fait légitime et pertinent.» ■

MAIS ENCORE

Julia Steinberger rejoint un projet européen

Julia Steinberger, professeure à l'Université de Lausanne (Unil) et militante climatique, codirigera un nouveau projet de recherche européen. Prévu sur six ans et financé à hauteur de 10 millions d'euros, il vise à explorer des voies vers la post-croissance. Intitulé «Post-Growth Deals» (REAL) et financé par le Conseil européen de la recherche, le projet regroupe deux scientifiques à Barcelone, Giorgos Kallis et Jason Hinkel, ainsi que Julia Steinberger à Lausanne. (ATS)

Les centres pour requérants d'asile frôlent la saturation

ACCUEIL Afin de soulager la Confédération, des structures vont être temporairement attribuées aux cantons plus tôt qu'auparavant

ATS

Les candidats à l'asile en Suisse sont toujours aussi nombreux et les hébergements de la Confédération sont saturés. Pour garantir une place à tous les intéressés, certains vont être temporairement attribués aux cantons plus tôt qu'auparavant, a indiqué mardi le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). Pour pouvoir continuer à accueillir tous les requérants d'asile, le SEM met régulièrement en service de nouvelles structures, mais cela ne suffit pas, affirme-t-il.

Actuellement, ce sont près de 800 personnes qui déposent une demande d'asile en Suisse chaque semaine. En Suisse romande et dans le nord-ouest du pays en particulier, cet afflux constant cause des problèmes en termes de capacités d'hébergement et d'encadrement.

Nouveaux hébergements en service

Les autres régions – Berne, le Tessin et la Suisse centrale, Zurich, la Suisse orientale – frôlent également la saturation. Même si des lits et des logements en plus ont été mis à disposition et que du person-

nel supplémentaire a été recruté, la situation reste très tendue. En collaboration avec l'armée suisse, une vingtaine de bâtiments ont été mis en service ou préparés dans tout le pays. Ces dernières semaines, des salles polyvalentes ont notamment été ouvertes à Bure (JU), Thoune (BE) et Chamblon (VD) pour accueillir des réfugiés. Il est prévu d'en mettre d'autres en service à Schönbühl (BE) et Emmen (LU).

Transferts anticipés

En temps normal, les requérants d'asile en procédure accélérée restent jusqu'à 140 jours dans les centres fédéraux pour requérants d'asile (CFA). Compte tenu de la situation critique en matière d'hébergement, il vient d'être décidé que les personnes frappées d'une décision de renvoi seraient transférées vers les cantons avant même que les 140 jours ne soient écoulés. Cette mesure sera mise en œuvre dès le 27 octobre. Une semaine plus tard, les requérants dont la procédure d'asile n'est pas encore achevée feront également l'objet d'un départ anticipé pour les cantons.

Cette seconde mesure ne concernera pas les personnes en procédure Dublin, les requérants d'asile afghans, les requérants d'asile mineurs non accompagnés et les requérants d'asile originaires de pays à très faible taux de protection. ■

EN BREF

Légère hausse de la pollution à Lausanne

La qualité de l'air s'est légèrement dégradée en 2021 à Lausanne, en comparaison avec l'année précédente. La capitale vaudoise parle toutefois d'un «retour à la normale», les émissions polluantes ayant été «particulièrement faibles» en 2020 en raison du semi-confinement dicté par le coronavirus. La ville de Lausanne relève «une tendance encourageante à la baisse de la pollution atmosphérique, notamment pour les oxydes d'azote et les poussières fines en suspension». ATS

De grands écarts sociaux dans l'espérance de vie

Entre 1990 et 2014, l'espérance de vie en Suisse a augmenté de trois ans pour les femmes et de cinq ans pour les hommes. Une hausse similaire est constatée pour les années de vie passées en bonne santé, mais seulement chez les universitaires, selon une étude publiée dans la revue *Social Change in Switzerland*. Adrien Remund, de l'Université de Groningue (NL), et Stéphane Cullati, de l'Université de Fribourg, ont analysé les données de la Cohorte nationale suisse et de l'Enquête suisse sur la santé. ATS